



Etablissement public du musée du Louvre

Direction de l'Architecture, de la Maintenance et des Jardins
Sous-Direction Technique

**MARCHE PUBLIC DE COORDINATION EN MATIERE DE
SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

Relative au Schéma Directeur des Equipements de Sûreté

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

SOMMAIRE

1 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.1 Objet	4
1.2 Titulaire	4
1.3 Mode de passation et caractéristiques.....	5
1.4 Budget des travaux.....	6
1.5 Calendrier	6
2 - PRESENTATION DU SCHEMA DIRECTEUR DES ÉQUIPEMENTS DE SURETE.....	8
2.1 Contexte.....	8
2.2 Contraintes.....	8
2.3 Lieu d'exécution	8
2.4 Identification des différents intervenants	9
3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	10
4 - INTERVENTION DU COORDINATEUR SPS.....	11
4.1 Prestation du coordinateur SPS.....	11
4.2 Présence du coordinateur SPS.....	11
4.3 Les éléments de la mission.....	11
4.4 Les phases de la mission (parties techniques)	13
5 - CONDITIONS D'EXECUTION	14
5.1 Conduite du marché.....	14
5.2 Conditions d'exécution à respecter impérativement par le titulaire	14
6 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES	14
6.1 Obligations générales faites au titulaire au regard de ses moyens humains	14
6.2 Engagement du titulaire sur les conditions d'exécution	15
6.3 Engagements du maître d'ouvrage	17
7 - PRIX ET REVISION DES PRIX.....	18
7.1 Taxe sur la valeur ajoutée.....	18
7.2 Validité de l'offre	18
7.3 Forme du marché.....	18
7.4 Forme du prix.....	18
8 - DELAIS DU MARCHÉ	19
8.1 Durée du marché	19
8.2 Dépassement du délai d'exécution des études non imputable au titulaire.....	19
8.3 Dépassement du délai d'exécution des travaux non imputable au titulaire	19
8.4 Délai de remise des documents contrôlés et visés	19
9 - RECEPTION DES PRESTATIONS	20
9.1 Présentation des documents et utilisation de la Gestion Electronique de Documents	20
9.2 Délais d'approbation	20
10 - MODALITES DE REGLEMENT	21
10.1 Avance	21
10.3 Règlement.....	21
10.4 Délai de paiement et intérêt moratoire	22
11 - PENALITES DE RETARD	23
11.1 Dépassement des délais de production des rapports et avis	23
11.2 Retard et absence aux rendez-vous.....	23
11.3 Critère d'application des pénalités.....	23
12 - SUSPENSION MOMENTANEE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	23
13 - ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS « MARCHÉ ».....	23
14 - RESILIATION DU MARCHÉ	23

14.1	Résiliation du fait du maître de l'ouvrage	23
14.2	Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	24
15 -	ACHEVEMENT DE LA MISSION	24
16 -	CLAUSES DIVERSES	24
16.1	Clause de financement et de sûreté.....	24
16.2	Exécution des prestations aux frais et risque du titulaire.....	25
16.3	Propriété intellectuelle	25
16.4	Sous-traitance	25
16.5	Assurances.....	26
16.6	Règlement des différends	27
16.7	Opérations de réceptions et garanties.....	27
16.8	Dérogations au CCAG/PI	27

1 -OBJET DU MARCHE

1.1 *Objet*

Le marché régi par le présent cahier des clauses particulières (CCP) a pour objet une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour des travaux de **catégorie 2**, prévue par la loi n°93-1418 du 31/12/1993 et définie par le décret n° 94-1159 du 26/12/1994 en phase études et travaux dans le cadre des travaux du Schéma Directeur des Equipements de Sûreté.

L'ensemble des travaux de « **MISE EN SÛRETE DU MUSEE DU LOUVRE DANS LE CADRE DU SCHEMA DIRECTEUR DES EQUIPEMENTS DE SÛRETE** » sera réalisé en deux (2) lots conformément à l'article L. 2113-10 du Code de la Commande Publique, chaque lot faisant l'objet d'un marché propre, et réparti de la manière suivante :

N° LOT	Intitulé/corps d'état
Lot 1	RESEAU-SYSTEMES FINAUX
	<u>Le lot 1 est décomposé en 4 lots techniques suivants :</u> <ul style="list-style-type: none">- Lot A : Réseau- Lot B : Contrôle d'accès détection intrusion et vidéosurveillance (CADIVS) décomposé comme suit :<ul style="list-style-type: none">• Lot B1 : Vidéosurveillance• Lot B2 : Contrôle d'accès• Lot B3 : Intrusion-Détection rapprochée des œuvres- Lot C : Hypervision- Lot D : Courant fort
Lot 2	PCC/PCZ/Locaux techniques

Les missions du titulaire définies à l'article 4.4 du présent document portent sur l'ensemble de ces lots.

Les caractéristiques, le contexte général et les intervenants de l'opération sont présentés à l'article 2 du présent CCP.

Le contenu des prestations confiées au CSPS est détaillé à l'article 4 du présent CCP.

1.2 *Titulaire*

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCP sous le nom « prestataire » ou « le titulaire » et la désignation du mandataire du groupement sont précisées à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement représente l'ensemble des membres du groupement auprès du maître d'ouvrage. Il est leur représentant exclusif.

De façon plus générale, le mandataire est le garant de la cohérence et de l'unité de l'équipe du titulaire.

Le titulaire du présent marché est représenté par le mandataire de tous les cotraitants qui est solidaire de l'ensemble des membres du groupement, en particulier du ou des bureaux d'étude technique.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés soit au domicile élu figurant à l'acte d'engagement, soit directement dans les locaux mis à la disposition du titulaire au sein de l'EPML.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/PI, le titulaire est tenu de notifier immédiatement à la personne responsable du marché les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- À sa raison sociale ou à sa dénomination,
- À son adresse ou à son siège social,
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le titulaire doit fournir tous les 6 mois à compter de la date de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces mentionnées à l'article 8222-5 du Code du travail. S'il ne respecte pas ces obligations, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues au présent CCP.

1.3 Mode de passation et caractéristiques

Ce marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 1° du code de la commande publique.

Le marché comporte des tranches au sens de l'article R. 2113-4 du Code de la commande publique.

Le marché sera réalisé en neuf (09) tranches, soit une tranche ferme et huit (08) tranches optionnelles, décomposées de la manière suivante :

- **Tranche Ferme Coordinateur SPS** : Analyse de l'intégralité du Dossier de Consultation Travaux + Mission de CSPA pour les Tranche Ferme Lot 1 + Tranche Ferme Lot 2
- **Tranche Optionnelle n°01 Coordinateur SPS** : Mission de CSPA pour les Tranche Optionnelle n°01 Lot 1 + Tranche Optionnelle n°01 Lot 2
- **Tranche Optionnelle n°02 Coordinateur SPS** : Mission de CSPA pour les Tranche Optionnelle n°02 Lot 1 + Tranche Optionnelle n°02 Lot 2
- **Tranche Optionnelle n°03 Coordinateur SPS** : Mission de CSPA pour les Tranche Optionnelle n°03 Lot 1 + Tranche Optionnelle n°03 Lot 2
- **Tranche Optionnelle n°04 Coordinateur SPS** : Mission de CSPA pour les Tranche Optionnelle n°04 Lot 1 + Tranche Optionnelle n°04 Lot 2
- **Tranche Optionnelle n°05 Coordinateur SPS** : Mission de CSPA pour les Tranche Optionnelle n°05 Lot 1 + Tranche Optionnelle n°05 Lot 2
- **Tranche Optionnelle n°06 Coordinateur SPS** : Mission de CSPA pour les Tranche Optionnelle n°06 Lot 1
- **Tranche optionnelle n°07 Coordinateur SPS** : Mission de CSPA pour les Tranche Optionnelle n°07 Lot 1
- **Tranche optionnelle n°08 Coordinateur SPS** : Mission de CSPA pour les Tranche Optionnelle n°08 Lot 1

L'envergure géographique et technique de ces tranches sont définies dans l'annexe 1.

Chaque tranche optionnelle sera affermie dans les délais maximums indiqués et selon les modalités décrites en fonction :

- de l'intérêt de poursuivre le projet,
- de la qualité du résultat,
- des disponibilités économiques de l'EPML.

Les délais limites de notification de la décision d'affermissement des tranches optionnelles par ordre de service sont jusqu'au 31/12/2031.

L'ordre de service précisera la date de commencement d'exécution des travaux de la tranche optionnelle concernée.

Le marché ne prévoit pas d'indemnité de dédit.

Il n'est pas prévu de versement d'indemnité d'attente

1.4 Budget des travaux

Le coût prévisionnel globale des travaux est fixé par le maître d'ouvrage à 47 330 935.53 € HT soit 56 797 122.63 € TTC (date de valeur décembre 2023), décomposé comme suit :

- Lot 1 : Réseau – Systèmes finaux : 44 328 148.57 € HT, soit 53 193 778.28 € TTC
- Lot 2 : PCC – PCZ – Locaux Techniques : 3 002 786,96 € HT, soit 3 603 344,33 € TTC

Chaque lot se décompose de la manière suivante :

- Lot 1 :
 - o Tranche ferme : 4 396 983.22 € HT
 - o Tranche Optionnelle n°1 : 9 976 755.33 € HT
 - o Tranche Optionnelle n°2 : 6 772 790.83 € HT
 - o Tranche Optionnelle n°3 : 4 867 017.43 € HT
 - o Tranche Optionnelle n°4 : 7 235 292.77 € HT
 - o Tranche Optionnelle n°5 : 8 483 776.85 € HT
 - o Tranche Optionnelle n°6 : 769 245.97 € HT
 - o Tranche Optionnelle n°7 : 542 309.20 € HT
 - o Tranche Optionnelle n°8 : 1 283 976. € HT
- Lot 2 :
 - o Tranche ferme : 784 367,59 € HT
 - o Tranche Optionnelle n°1 : 525 116,82 € HT
 - o Tranche Optionnelle n°2 : 409 267,20 € HT
 - o Tranche Optionnelle n°3 : 384 876,43 € HT
 - o Tranche Optionnelle n°4 : 380 958,01 € HT
 - o Tranche Optionnelle n°5 : 518 200,92 € HT

1.5 Calendrier

Le Musée du Louvre se fixe comme objectif de réceptionner les travaux du schéma directeur fin 2032 au plus tard.

Les études ont été réalisées et la phase candidature de l'appel d'offres restreint publiée pour le Lot 1. Il est actuellement en cours d'analyse et la phase offre sera publiée en avril.

L'appel d'offre ouvert relatif au lot 2 sera publié courant mai 2025.

Les délais prévisionnels des marchés de travaux, sont :

- **pour la tranche ferme : 24 mois** à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation ; **novembre 2025 – novembre 2027**

- **pour la tranche optionnelle n°01 : 24 mois** à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation : **mars 2026 – mars 2028**

;

- **pour la tranche optionnelle n°02 : 21 mois** à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation ; **septembre 2027 – juin 2029**

- **pour la tranche optionnelle n°03 : 18 mois** à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation ; **décembre 2028 – juin 2030**

- **pour la tranche optionnelle n°04 : 18 mois** à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation ; **décembre 2029 – juin 2031**

- **pour la tranche optionnelle n°05 : 22 mois** : à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation ; **décembre 2030 – octobre 2032**

- **pour la tranche optionnelle n°06 : 18 mois** à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation ; **décembre 2028 – juin 2030**

- **pour la tranche optionnelle n°07 : 11 mois** à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation ; **décembre 2029 – novembre 2030**

- **pour la tranche optionnelle n°08 : 12 mois** à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation ; **mars 2027 – mars 2028**

Il est précisé que l'EPML se réserve la possibilité :

- D'affermir chaque tranche optionnelle avant l'expiration du délai d'exécution de la tranche précédente ;
- D'affermir plusieurs tranches en simultané ;
- De modifier l'ordre des tranches.

De fait, le commencement des prestations relatives à une tranche pourra être concomitant avec l'exécution d'une autre tranche.

En aucun cas, l'affermissement d'une tranche optionnelle avant l'expiration du délai d'exécution de la tranche précédente ou la simultanéité des tranches ou la modification de l'ordre des tranches ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution du présent marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

Le titulaire ne pourra s'y opposer.

2 -PRESENTATION DU SCHEMA DIRECTEUR DES ÉQUIPEMENTS DE SURETE

2.1 Contexte

Les travaux consisteront principalement à :

- Concevoir et mettre en oeuvre un réseau informatique de Sûreté. Cela comprendra à la fois le réseau Courant Faible, les équipements actifs et passifs, leur sécurisation mécanique et électronique, et les systèmes de gestion et de cybersécurité associés.
- Déployer un nouveau réseau Courant Fort depuis les Tableaux Généraux Basse Tension, afin d'assurer l'alimentation des nouveaux équipements, qu'ils soient réseau ou métiers.
- Mettre en oeuvre un logiciel d'hypervision, capable de synthétiser et lier entre elles les différentes informations des logiciels métiers des systèmes de Sûreté. Il devra avoir une Interface Homme-Machine (IHM) la plus ergonomique possible permettant une exploitation simple. Des systèmes d'éditeurs tiers seront à reprendre (main courante, réseau téléphonie interne, sonorisation interne).
- Refonte du système de vidéoprotection, déployer de nouvelles caméras et mettre en place un logiciel d'exploitation vidéo associé (VMS).
- Concevoir et mettre en oeuvre le nouveau système de Contrôle d'Accès (CA), de technologie récente, répondant aux besoins de certification ANSSI selon l'architecture de niveau 1. Il faudra également mettre en place un logiciel d'exploitation associé, à intégrer à l'hypervision. Dans certains cas, le remplacement de l'huissierie ou de sa serrurerie sera à intégrer dans le cadre de la présente opération.
- Rénover le système de Détection Rapprochée des OEuvres (DRO). Les appareils et équipements servant à la détection seront conservés. Le réseau de distribution et les équipements d'acquisition (centrales d'alarme) seront à reprendre. Il faudra également mettre en place un logiciel d'exploitation associé, à intégrer à l'hypervision
- Rénover le système de Détection Intrusion (DI). Les appareils et équipements servant à la détection seront conservés. Le réseau de distribution et les équipements d'acquisition (centrales d'alarme) seront à reprendre. Il faudra également mettre en place un logiciel d'exploitation associé, à intégrer à l'hypervision
- Mettre à jour les parties logicielles et matérielles de système d'armoires de Gestion des Clés, à connecter sur le réseau sûreté et leur logiciel de gestion sera à intégrer à l'hypervision.

L'ensemble des travaux sont précisés dans la note de présentation générale.

2.2 Contraintes

Les principales contraintes à prendre en compte sont les suivantes :

- Contrainte de chantier en milieu occupé
- Contrainte de travaux en hauteur
- Nécessité de limiter les nuisances (bruit, poussière...)
- Garantir la continuité d'exploitation et de service
- Une partie des travaux se dérouleront en horaire décalé (principalement en nocturne).

2.3 Lieu d'exécution

Les travaux seront localisés dans :

- L'ensemble du Palais du Louvre
- L'annexe administrative située au 180 rue de Rivoli 75001 PARIS
- L'annexe administrative située au 8 rue Sainte Anne 75001 PARIS
- L'ensemble des jardins du Louvre, comprenant notamment le jardin du Carrousel et le jardin des Tuileries
- Le Centre de Recherche et de Restauration des Musées de France

Ne sont inclus pas dans le périmètre géographique de la présente mission :

- Le Musée des Arts Décoratifs
- L'École du Louvre
- La Galerie commerciale « Le Carrousel du Louvre » ainsi que ses salles polyvalentes, à l'exception du hall Charles V

2.4 Identification des différents intervenants

2.4.1 Maîtrise d'ouvrage (MOA)

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Etablissement Public du Musée du Louvre représenté par la Présidente-Directrice.

La gestion du marché sera faite par une équipe projet constituée d'un chef de projet de la sous-direction technique de la Direction de l'Architecture, de la Maintenance et des Jardins (DAMJ) et d'intervenant d'autres directions et départements. Tout changement de responsable de la conduite du marché sera notifié au titulaire par ordre de service.

2.4.2 Maîtrises d'œuvre (MOE)

La mission de maîtrise d'œuvre qui est attribuée au groupement GLI / Alternet comprend :

- Les études d'avant-projet sommaire (APS) (y compris, définition des diagnostics ou études complémentaires à mener sur les existants avant travaux, le titulaire assistera l'EPML pour la rédaction des pièces écrites nécessaires aux consultations pour les diagnostics ou études),
- Les études d'avant-projet définitif (APD),
- Les études de projet (PRO),
- La préparation de la notice de sécurité à joindre dans la demande d'autorisation de travaux en préfecture,
- Le dossier de consultation des entreprises (DCE),
- L'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT),
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études de synthèse et d'exécution établis par les entreprises (VISA),
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET),
- L'assistance au maître d'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR),

Mission complémentaire :

- Diagnostic de réseau informatique de sûreté

2.4.3 Contrôle technique (CT)

Conformément à la [loi 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction](#), le maître d'ouvrage confie à un organisme agréé une mission de contrôle technique pour des missions de type L + LE, SEI, STI, HAND, VIEL, F.

Le CCP du marché à conclure avec cet organisme définira les droits et obligations qui lui incombent ; le titulaire en aura parfaite connaissance et devra faciliter l'exercice de cette mission, notamment en communiquant au contrôleur technique tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de sa mission.

Le titulaire devra tenir compte, sans rémunération complémentaire, de l'ensemble des observations du contrôleur technique, tant au stade des études qu'au stade de la réalisation des travaux.

2.4.4 Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination des différentes opérations sera assurée par le groupement GLI / Alternet à compter de la Phase APD de la mission de MOE.

Cette mission comprendra notamment :

- Le contrôle général de l'avancement des études à la charge de la maîtrise d'œuvre,
- Le contrôle du circuit de production des plans de synthèse, d'exécution et le suivi des visas,
- L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux,
- Le contrôle de la qualité au regard des échanges entre les différents intervenants et l'harmonisation des procédures de travail sur le projet.

2.4.5 *Entreprises de travaux*

Il est prévu d'attribuer les différents marchés de travaux à des entreprises uniques ou des groupements solidaires d'entreprises (attributaires des marchés non connus à ce jour).

3 -PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante

- L'acte d'engagement (AE) suivi de ses éventuelles annexes ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) valant Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières, et ses annexes :
 - annexe 1 : note de présentation générale ;
 - annexe 2 : calendrier prévisionnel de l'opération, avec phasage ;
 - annexe 3 : Convention Ediflex d'interchange relative au service d'échange électronique de Gestion Financière des Marchés
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document ;
- L'offre du titulaire (mémoire technique) dans la mesure où celle-ci n'est pas contradictoire avec les dispositions prévues dans les autres documents contractuels ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché;
- la décomposition du prix global et forfaitaire par phase (DPGF). La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, la répartition des paiements en cas de groupement, l'application des dispositions de l'article 22 du CCAG/PI, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives. Il appartient au titulaire de mettre tout en œuvre pour la réalisation complète des prestations forfaitaires décrites dans les pièces contractuelles et réalisées dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles ;
- L'ensemble des textes normatifs à caractère législatifs, réglementaires et techniques non joints au présent marché mais réputés connus du titulaire, notamment :
 - Décret n°92-1186 du 30 octobre 1992 ;
 - Loi N°78-12 du 04/01/78 relative à l'assurance construction ;
 - Disposition du Code de la construction et de l'habitation concernant le contrôle technique ;
 - Décret n° 99-443 du 28 mai 1999 et n°2002-244 du 20 février 2002.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du présent marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties dans leurs versions en vigueur à la date de remise des projets.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/PI, la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes. Elle comprend également, au gré du titulaire (sur demande du titulaire par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG/PI), la remise sans frais par le pouvoir adjudicateur de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché. La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

4 - INTERVENTION DU COORDINATEUR SPS

4.1 *Prestation du coordinateur SPS*

A titre indicatif, le début de l'intervention du coordinateur SPS est prévu pour juin 2025 et la réception de travaux serait réalisée fin 2032 (ce délai ne comprend pas la période de garantie de parfait achèvement).

4.2 *Présence du coordinateur SPS*

Le coordinateur SPS s'engagera à consacrer le temps nécessaire au respect des objectifs définis par les textes réglementaires et dans le présent CCP.

Il lui sera également demandé :

- De participer ponctuellement aux réunions hebdomadaires de suivi de chantier (à minima mensuellement) ;
- De participer ponctuellement aux opérations de réception des ouvrages.

4.3 *Les éléments de la mission*

Le présent marché est constitué des prestations suivantes : Mission de Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé de **Niveau II** en phase de conception et de réalisation du projet « Schéma Directeur des Equipements de Sûreté »

4.3.1 *Consistance de la mission : en phase de conception*

4.3.1.1 Examen des documents d'étude

Le SPS doit prendre connaissances des documents d'études (documents techniques et architecturaux du DCE + différents diagnostics type plomb, amiante...) nécessaires pour rendre ses avis.

4.3.1.2 Réalisation du Plan Général de Coordination

La réalisation du PGC pour en faire un document de travail exploitable par tous les intervenants impose une démarche méthodique qui comporte une recherche d'informations administratives (premier chapitre du PGC).

En outre, la confection correcte des autres chapitres suppose une réflexion en trois temps :

- analyse des tâches à exécuter,
- analyse des risques,
- examen des modes de prévention.

Ces analyses et cet examen se feront non seulement aux croisements d'activités (coexistence spatiale) mais aussi en évaluant les risques induits par des activités (risques importés ou exportés par une entreprise vers une autre) (coexistence temporelle). En ce qui concerne les mesures particulières de prévention prises par le coordonnateur, un effort sera fait pour désigner clairement l'entreprise responsable de la pose et de l'entretien de chaque protection.

Le PGC sera joint au dossier de consultation relatif au marché de travaux.

4.3.1.3 Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)

Sans objet.

4.3.1.4 Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)

Le DIUO est constitué par le coordonnateur sur la base du Projet qui lui sera remis par le Maître d'Ouvrage. Ce DIUO sera établi et complété conformément aux dispositions du Code du Travail.

4.3.2 ***Consistance de la mission : en phase de réalisation des travaux jusqu'à la remise des documents finaux (après réception)***

4.3.2.1 Déclaration préalable

La rédaction et la diffusion de la déclaration préalable sont du ressort du Maître d'Ouvrage (article l2335-2 de la loi n°93-1418).

Le projet de déclaration préalable sera rédigé et transmis par le coordonnateur au Maître d'Ouvrage, conformément aux exigences réglementaires en vigueur (arrêté du 7 mars 1995). La diffusion aux organismes institutionnels sera à la charge du Maître d'Ouvrage.

4.3.2.2 Mise à jour du PGC et harmonisation des PPSPS

La mise à jour du PGC sera faite à partir des informations recueillies par le coordonnateur auprès du Maître d'Œuvre, du Maître d'Ouvrage et des entreprises. Ces mises à jour découleront de l'harmonisation et des mises à jour des PPSPS.

Les entreprises seront invitées à rédiger leurs plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (en abrégé : usuellement PPSPS).

L'harmonisation des PPSPS se fait par le dialogue, en rencontrant les entreprises concernées (convoquées aux réunions de chantier par le coordonnateur) puis en confirmant par écrit les modifications et le nouveau contenu des PPSPS.

Les entreprises gardent cependant toute leur liberté d'initiative.

La vérification de l'envoi des PPSPS aux organismes institutionnels sera effectuée. Toutefois, cet envoi ne concerne, réglementairement, que le titulaire du marché.

Le PGC final sera remis au Maître d'Ouvrage.

4.3.2.3 Tenue du registre journal (RJC)

Dès notification du marché de travaux, il sera procédé à l'ouverture du registre journal, suivant le cadre et les modalités de gestion proposés, dans lequel seront systématiquement consignés les avis, observations et tous les événements concernant la prise en compte de la coordination SPS.

En cas de besoin, le Registre Journal pourra être mis à la disposition de l'Inspection du Travail, de l'O.P.P.B.T.P. ou de la C.R.A.M.

Pendant toute la phase de réalisation, le registre journal sera tenu à jour et en fin de mission il sera conservé pendant cinq ans par le coordonnateur. Ce registre sera un document événementiel. L'original sera mis à jour sous la responsabilité du coordonnateur et par ses soins.

Le Registre Journal est gardé pendant cinq ans par le coordonnateur. L'exemplaire chantier est remis au maître d'ouvrage lors de la réception des travaux.

4.3.2.4 Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)

Sans objet.

4.3.2.5 Coopération avec les pompiers du Louvre sur la sécurité incendie liée au chantier

L'espace chantier est couvert par des systèmes de détection incendie indépendants (détection incendie de chantier). Ces systèmes de détection sont désactivés le matin à l'arrivée des entreprises et réactivés le soir à leur départ. Dans ce cadre, le SPSI dispense une formation à des « référents » désignés au sein des entreprises. Le CSPS participe à cette démarche en la relayant au sein des différents PPSPS. Par ailleurs, le CSPS coopérera avec les pompiers du Louvre par l'organisation d'un exercice d'évacuation du chantier pour les entreprises. Il sensibilisera ces dernières ainsi que leurs sous-traitants (fonctionnement de la détection incendie de chantier, cheminements et issues de secours) à leur arrivée sur le chantier dans le cadre du PPSPS.

4.3.2.6 Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)

Le DIUO sera complété par le coordonnateur en phase travaux et remis au Maître d'ouvrage à la réception des travaux.

4.3.2.7 Réunions et visites de chantier

Le coordonnateur organise les visites préalables de chantier avec chaque entreprise y compris sous-traitant. Lors de ces visites sont évoquées les mesures en matière de sécurité et de protection de la santé propres au chantier ainsi que celles découlant de son environnement.

Le coordonnateur participe aux réunions de chantier (sur convocation et a minima mensuellement). Il peut convoquer les entreprises à ces réunions pour effectuer les inspections préalables, avant leur arrivée sur le chantier.

Les problèmes de coordination en matière de sécurité seront abordés sans être mêlés, dans l'ordre du jour, aux problèmes de maîtrise d'œuvre.

Le coordonnateur effectuera **4 visites minimum par mois, impromptues** en dehors des rendez-vous de chantier (une présence minimum par mois).

4.4 *Les phases de la mission (parties techniques)*

La mission du coordinateur SPS comporte les phases suivantes, selon les différentes tranches de travaux (ferme et optionnelles) :

- **Phase 1 (ne concerne que la Tranche Ferme du présent marché) :**
 - Examen des documents d'études de l'ensemble de l'opération
 - Elaboration et remise du Plan Général de Coordination pour l'ensemble de l'opération
 - Rédaction du projet de déclaration préalable pour l'ensemble de l'opération
- **Phase 2 : Préparation du chantier**
 - Réalisation du Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage
 - Réalisation des Inspections Communes avec les entreprises
 - Coordination, examen des modes opératoires et des PPSPS
 - Ouverture du Registre Journal de Chantier
 - Mise à jour PGC
- **Phase 3 : Prestations pendant la réalisation des travaux**
 - Mise à jour du RJC
 - Réalisation des Inspections Communes avec les entreprises
 - Coordination, visites impromptues régulières

- Participation aux réunions de chantier
 - Mise à jour PGC et DIUO
 - Coopération avec les pompiers du Louvre pour la mise en place des mesures nécessaires en matière de sécurité et de protection de la santé des entreprises
- **Phase 4** : Prestations en fin d'opération
 - Mise à jour du DIUO et remise du document à la réception des travaux

Les phases de la mission ne sont distribuées qu'à titre opérationnel de principe, certaines d'entre elles peuvent avoir :

- soit un prolongement dans une phase ultérieure,
- soit un début d'exécution au cours d'une phase précédente.

Selon le rythme d'avancement des études, certaines phases peuvent être simultanées.

Les phases de la mission constituent des parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG/PI.

La phase 1 concernent l'ensemble de l'opération en phase conception. Les phases 2, 3, 4 relatives aux DIUO PGC et RJC concernent l'ensemble des travaux prévus pour les tranches fermes et optionnelles des lots 1 et 2.

5 -CONDITIONS D'EXECUTION

5.1 *Conduite du marché*

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la Direction de l'Architecture, de la Maintenance et des Jardins (DAMJ) de l'Etablissement Public du Musée du Louvre (EPML). Les nom et coordonnées du conducteur d'opération en charge de cette opération seront communiqués lors de la notification du marché

5.2 *Conditions d'exécution à respecter impérativement par le titulaire*

Le titulaire et son personnel sont tenus vis-à-vis des procédures de contrôle des accès à une obligation de discrétion. Sur la base de la liste nominative, les laissez-passer, badges ou passes nécessaires pour la circulation du personnel du titulaire lui sont fournis.

Le port du badge d'identification, de façon ostensible et permanente, est obligatoire. Le badge doit être porté de façon visible.

6 -OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

6.1 *Obligations générales faites au titulaire au regard de ses moyens humains*

6.1.1 *Identité des responsables techniques du titulaire*

La composition de l'équipe du titulaire est fixée nominativement dans le marché (mémoire technique).

Dès la notification du marché, le titulaire confirme la composition de l'équipe et le ou les responsables techniques qualifiés pour signer les avis et documents relatifs à l'exécution de sa mission au plus tard dans les 15 jours suivant cette notification. En cas de modification, la nouvelle équipe devra recevoir l'agrément du maître de l'ouvrage dans les conditions décrites ci-après.

Si en cours de marché, le titulaire décide de remplacer ses collaborateurs, il soumet à l'agrément du maître d'ouvrage les nouveaux collaborateurs en lui précisant leurs références.

La personne représentant le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, demander au titulaire le remplacement d'un ou de plusieurs membres, s'il le juge nécessaire. Dans ce cas, le titulaire s'oblige à remplacer les collaborateurs récusés en suivant la procédure d'agrément indiquée à l'article 6.1.3 du présent CCP.

6.1.2 *Obligations relatives à la qualité et à la quantité des moyens humains mis en place*

L'équipe du titulaire doit être qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations qu'elle assure aux différentes phases de sa mission, ainsi qu'aux conditions et objectifs particuliers l'exécution des ouvrages.

Si en cours de marché, le titulaire décide de remplacer ses collaborateurs, il soumet à l'agrément du maître d'ouvrage les nouveaux collaborateurs en lui précisant leurs références.

La personne représentant le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, demander au titulaire le remplacement d'un ou de plusieurs membres, s'il le juge nécessaire. Dans ce cas, le titulaire s'oblige à remplacer les collaborateurs récusés en suivant la procédure d'agrément indiquée à l'article 6.1.3 du présent CCP.

En cas de besoin au regard de l'exécution des prestations ou des obligations du présent marché incombant au titulaire, le maître d'ouvrage pourra demander à ce dernier de s'adjoindre la compétence complémentaire de tout spécialiste ou tout consultant particulier. Ces derniers seront soumis à l'agrément du maître d'ouvrage.

6.1.3 *Obligations relatives à l'agrément des moyens humains mis en place*

La bonne exécution des prestations dépendant d'une part de la personne chargée de la conduite des prestations, d'autre part de la composition quantitative et qualitative de l'équipe, le titulaire a l'obligation de maintenir en place un niveau de compétence au moins équivalent pendant toute la durée nécessaire à l'accomplissement des prestations.

Si la personne et/ou l'un des membres de l'équipe désignée n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire du marché doit en aviser immédiatement le maître d'ouvrage par lettre recommandée et prendre toutes les dispositions nécessaires en application de l'article 3.4.3 du CCAG/PI pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le maître d'ouvrage dispose d'un mois pour agréer ou à défaut récuser le remplaçant. En cas de récusation, le titulaire dispose alors de 15 jours pour soumettre un nouvel intervenant à l'agrément du maître d'ouvrage.

A défaut de remplaçant ou si le remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 39.1 du CCAG/PI.

6.1.4 *Obligations relatives à l'accès sur site des personnes*

A compter de la notification du marché, le titulaire fournira également au maître d'ouvrage la liste des personnes intervenant sur le site au titre de l'exécution des prestations.

Le dossier d'agrément comporte:

- Une photocopie d'un justificatif d'identité ou le cas échéant du titre de séjour de l'agent
- Un extrait de casier judiciaire n°3

Ces pièces sont nécessaires à la délivrance du badge d'accès qui sera remis au titulaire contre récépissé pour chacune de ces personnes.

Ces badges devront être restitués à la fin de la mission du titulaire, et à tout moment sur simple demande de la personne chargée de la conduite du marché. Le titulaire est tenu de signaler immédiatement toute perte de badge.

6.2 *Engagement du titulaire sur les conditions d'exécution*

6.2.1 *Responsabilités des intervenants*

Le titulaire exerce ses fonctions pour le compte du maître d'ouvrage en liaison avec celui-ci, auprès de tout intervenant en vue de la réalisation des ouvrages. Son intervention ne modifie en rien les responsabilités découlant pour chacun de son statut et de ses obligations propres.

6.2.2 *Engagement sur les moyens*

Le titulaire s'engage à agir avec toute la diligence souhaitable et à mettre en œuvre tous les moyens qui permettent d'éviter tous les surcoûts et tous les retards évitables qui pourraient découler de son intervention.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires à la bonne exécution des prestations du marché. Le titulaire est juge, sous sa responsabilité, du caractère de nécessité des actes en cause.

Pour assurer sa mission, le titulaire utilise des outils adaptés, permettant une saisie facile et instantanée des situations réelles comparées aux prévisions, en vue d'informer le maître d'ouvrage et les différents intervenants dans les délais les plus courts.

6.2.3 *Réunions de travail*

Le maître d'ouvrage organisera des réunions de coordination et de suivi des études et des travaux qui se tiendront en présence du représentant désigné du titulaire pour assurer les responsabilités et prendre les décisions découlant de l'exécution du présent marché.

Lors de ces réunions de travail sera notamment mis à jour un tableau de suivi d'exécution des missions du titulaire.

Ce représentant doit être suppléé en cas d'absence. Le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail dès lors que des questions le concernant y sont abordées qu'elles soient organisées par le maître d'ouvrage, lui-même ou tout autre intervenant.

Le titulaire s'oblige à tenir compte des observations du maître d'ouvrage et des décisions portées dans ce compte-rendu. En l'absence de remarques écrites du titulaire sur celui-ci, dans un délai de quinze jours à compter de la notification dudit compte-rendu, les décisions qui y sont formulées sont réputées acquises et acceptées par les parties.

Pour enrichir ces informations, le titulaire pourra organiser de sa propre initiative des réunions et des rencontres avec les responsables de la maîtrise d'ouvrage ou avec tout autre intervenant du projet.

6.2.4 *Obligation de conseil*

Les membres de l'équipe du titulaire sont tenus à une obligation de conseil portant sur tous les aspects de la mission dans les règles de l'art. Chaque membre de l'équipe est tenu d'attirer l'attention du maître d'ouvrage sur toutes les difficultés ou questions ressortant de sa spécialité quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du marché.

A ce titre, le titulaire doit en particulier mettre en garde le maître d'ouvrage contre les conséquences fâcheuses de dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance ou qu'il est possible de relever à l'examen du projet et des dispositions prises par les différents intervenants pour en assurer la qualité de l'exécution et ce tout au long de sa mission.

6.2.5 *Caractère exclusif de la mission*

Le titulaire s'interdit d'accepter des tiers avec lesquels l'exécution du marché la mettra en rapport, tout autre mission découlant du présent marché, sauf accord expresse du maître d'ouvrage.

6.2.6 *Obligation de discrétion – confidentialité*

Le titulaire, les membres de son équipe et ses sous-traitants éventuels sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution du marché.

Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord express préalable du maître d'ouvrage.

Le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate du marché aux conditions de l'article 14 du CCP.

6.3 *Engagements du maître d'ouvrage*

Le maître d'ouvrage prend les dispositions nécessaires pour informer dès la notification du marché les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études et, de manière générale, tous les intervenants à l'acte de construire de l'existence du marché du titulaire.

Par ailleurs, à la demande du titulaire, le maître d'ouvrage s'engage, au cours de son exécution, à :

- Fournir copie des dossiers d'études (DIAG, APS, APD, PRO...) et des dossiers d'autorisations administratives,
- Fournir tous les éléments d'études déjà réalisées (plans, descriptifs, notes de calculs, diagnostics...) nécessaires à l'accomplissement de sa mission,
- Assurer le libre accès aux espaces concernés par les opérations pour lesquelles son intervention a été requise, et d'une façon générale lui permettre l'exercice de sa mission dans les conditions normales d'efficacité et de sécurité,
- Faire parvenir, en temps utile, au titulaire les dates de commencement des travaux et des phases essentielles de leur exécution, ainsi que les dates des opérations préalables aux réceptions des ouvrages et lui communiquer les procès-verbaux de ces réceptions,
- Tenir informé le titulaire de la suite réservée aux différents avis, dossiers et documents qu'il a rendus.

7 - PRIX ET REVISION DES PRIX

7.1 *Taxe sur la valeur ajoutée*

Sauf dispositions contraires, tous les prix figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.
Les prix du présent marché sont assujettis au taux de TVA applicable au moment du fait générateur.

7.2 *Validité de l'offre*

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre **six (6) mois** à compter de la date limite de réception des offres

7.3 *Forme du marché*

7.3.1 *Forfait de rémunération*

Le présent marché est traité sur la base de prix forfaitaire.
Ces prix figurent à la DPGF et à l'article 5 de l'acte d'engagement.

7.3.2 *Modifications apportées aux prestations en cours d'exécution du marché*

Pendant l'exécution du marché, le maître de l'ouvrage peut prescrire au titulaire des modifications relatives aux prestations ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-PI, la décision du maître de l'ouvrage est alors notifiée au titulaire par ordre de service qui, faute de réserves exprimée dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de cet ordre de service, est réputé l'avoir acceptée.

Ces modifications de prestations peuvent entraîner une modification du forfait de rémunération et éventuellement du calendrier. Le titulaire propose alors une modification du forfait de rémunération qui est arrêté d'un commun accord après négociation entre le maître de l'ouvrage et le titulaire.

La modification du forfait de rémunération et ou du calendrier d'exécution, fera l'objet d'un avenant au marché.

7.3.3 *Contenu des prix*

En complément des dispositions de l'article 10 du CCAG/PI, il est précisé que les prix du marché sont réputés comprendre :

- Les frais d'assurance,
- Les frais de déplacement et d'hostellerie,
- Les travaux de secrétariat,
- Les frais de reproduction et de diffusion des documents que le titulaire doit établir dans le cadre de sa mission,
- Les fournitures de bureaux, les matériels et logiciels informatiques nécessaires à l'exercice de la mission.

7.4 *Forme du prix*

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (date limite de remise des offres) ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix seront révisés annuellement à date anniversaire de notification du marché selon la formule suivante :

$P_r = P_o (0,30 + 0,70 \text{ «IM } r \text{ »} / \text{ «IM Mois } m(0) \text{ »})$

Dans laquelle :

- P_r désigne le prix révisé au mois « m_r ».
- P_o est le prix initial indiqué dans les pièces contractuelles et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « m_o »
- IM désigne l'index ING – Ingénierie - base 100 en 2010 (Index divers des coûts de production dans la construction - ING - Ingénierie – Origine : Insee) en vigueur au mois « m_o » et au « m_r ».

- L'indice « o » désigne la valeur de l'indice concerné au mois « mo », mois de signature de l'offre.
- L'indice « r » désigne la dernière valeur connue de l'indice au mois « mr », mois anniversaire de notification.

En cas de dépassement des délais incombant au titulaire prévus au présent CCP, l'élément à prendre en considération pour réviser les prix, est la valeur de l'index en vigueur à la date limite prévue par le pouvoir adjudicateur pour la remise des prestations.

La mise en œuvre du calcul est effectué par la solution Ediflex.

Cet index est consultable sur les sites *Internet* suivants :

<http://www.bdm.insee.fr/bdm2/choixCriteres?codeGroupe=2>

ou <http://services.lemoniteur.fr>

Si l'un des index de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

8 -DELAIS DU MARCHE

8.1 *Durée du marché*

La mission du CSPS démarre dès la notification de son marché (date prévisionnelle juin 2025) et s'achève à la remise du Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage mis à jour, à la réception des travaux.

Le délai prévisionnel d'exécution du marché est de 8 ans.

8.2 *Dépassement du délai d'exécution des études non imputable au titulaire*

En cas de dépassement du délai de réalisation des études des maîtres d'œuvre (DCE y compris), il ne sera pas alloué de rémunération complémentaire au titulaire du présent marché.

8.3 *Dépassement du délai d'exécution des travaux non imputable au titulaire*

En cas de dépassement de plus de 2 mois du délai d'exécution des travaux notifié aux entreprises qui conduirait à une prolongation des prestations du titulaire dues pendant la réalisation des travaux, ce dernier établit une proposition sur la base des montants d'honoraires fixés dans la DPGF. Dans tous les cas et en d'autres termes, en cas de dépassement du délai d'exécution des travaux, il ne sera pas alloué de rémunération complémentaire au titulaire du présent marché pour un dépassement inférieur ou égal à deux mois ou pour les deux premiers mois de dépassement en cas de dépassement de plus de 2 mois.

Cette proposition précise la composition de l'équipe et le temps passé qu'il juge nécessaire pour mener à terme sa mission en fonction des nouveaux objectifs fixés par le maître d'ouvrage.

La proposition accompagnée d'un mémoire justificatif détaillé (travaux restant à réaliser, prestations de contrôle nécessaire à réaliser, etc...) doit être adressée au maître d'ouvrage au moins 3 mois avant l'expiration du délai contractuel fixé dans les marchés de travaux.

En cas de retard du titulaire dans la production de sa proposition, le maître d'ouvrage peut être amené à ne pas réserver une suite favorable à la demande de rémunération supplémentaire.

Sur la base de la proposition et après négociation avec le maître d'ouvrage, un avenant au présent marché est établi.

8.4 *Délai de remise des documents contrôlés et visés*

Les délais d'exécution sont définis comme suit :

Éléments de mission	Délais en jours
Phase 1	
Examen et avis sur les documents de conception	30 jours calendaires à compter de la réception des documents transmis par la MOA

Rédaction du projet de Déclaration Préalable	15 jours calendaires à compter de la réception des documents transmis par la MOA
Elaboration du Plan Général de Coordination	15 jours calendaires à compter de la réception des documents transmis par la MOA
Phase 2	
Elaboration DIUO	30 jours calendaires à compter de la réception des documents transmis par les entreprises
Mise à jour du PGC	7 jours calendaires à compter de la réception des documents transmis par les entreprises
Elaboration rapport d'inspections communes avec les entreprises	Immédiat, sur site suite à chaque inspection commune
Ouverture du RGC	7 jours calendaires à compter de la notification de chacun des Lots travaux
Phase 3	
Mise à jour de DIUO	7 jours calendaires à compter de la réception des documents transmis par les entreprises
Examen PPSPS et mise à jour du PGC	7 jours calendaires à compter de la réception des documents transmis par les entreprises
Elaboration rapport d'inspections communes avec les entreprises	Immédiat, sur site suite à chaque inspection commune
Mise à jour du RJC	Immédiat lors de la visite du chantier
Phase 4	
Mise à jour et diffusion DIUO en fin d'opération	15 jours calendaires à compter de la réception des travaux

9 -RECEPTION DES PRESTATIONS

9.1 *Présentation des documents et utilisation de la Gestion Electronique de Documents*

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Dans le cadre du présent contrat/marché, l'EPML met à disposition un outil de gestion électronique de documents, la GED Mezzoteam, accessible en cloud.

Cette GED sera l'outil unique de centralisation, de partage et de validation des documents.

L'EPML assurera les paramétrages et les formations nécessaires pour en faciliter la prise en main par le Titulaire.

De son côté, le Titulaire devra mettre en place une organisation permettant de tenir à jour cet outil sur le périmètre concerné du marché, et en particulier en identifiant les acteurs concernés.

9.2 *Délais d'approbation*

En application de l'article 28, dernier alinéa et par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, la décision par le maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réserves ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir dans les délais ci-dessous :

Prestations	Délais en jours
DIUO, PGC	15 jours calendaires

Examen PPSPS	7 jours calendaires
Elaboration RJ	3 jours calendaires
DIUO en fin d'opération	30 jours calendaires

Les délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le Musée du Louvre des documents.

Les prestations ne seront considérées comme acceptées tacitement qu'après un délai d'un (1) mois à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage des études remises par le titulaire, sauf prolongation de ce délai demandé par le musée du Louvre et contre laquelle le titulaire ne pourra s'opposer.

10 -MODALITES DE REGLEMENT

10.1 *Avance*

L'option B du CCAG-PI est retenue. Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance pourra être accordée dans les conditions définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique.

Aussi, sauf refus du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement, une avance dont le taux est fixé à 5% (cette avance est fixée à 10% dans le cas d'une PME) sera versée au titulaire dans les conditions définies à l'article R.2197-7 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, l'avance sera versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Conformément aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement à l'entrepreneur, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant initial. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises.

10.2 *Modalités de transmission des documents relatifs au paiement*

Les paiements seront effectués, selon les dispositions prévues à l'article 11 du CCAG/PI et précisées ci-dessous, au compte ouvert au nom du titulaire.

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire doit déposer ses documents relatifs au paiement sur EDIFLEX conformément aux modalités prévues à l'annexe « Convention d'interchange EDIFLEX ».

Toutes les demandes d'acompte ou documents relatifs au paiement seront adressées par le titulaire du marché, accompagnées des factures des différentes entreprises sous-traitantes, sur lesquelles le titulaire aura apposé son visa de validation.

L'EPML procédera au règlement des prestations par mandatement, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire de la facture et désigné soit à l'acte d'engagement, soit à l'acte spécial de sous-traitance.

10.3 *Règlement*

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes liés aux différentes prestations des deux parties intégrées dans le marché :

- **Phase 1** : 100% de la phase 1 (cf. DPGF) à l'approbation du projet de Déclaration Préalable et du Plan Général de Coordination par la MOA

- **Phase 2** : 100% de la phase 2 (cf. DPGF) à la remise du DIUO et à l'ouverture du RJC
- **Phase 3** : Coordination, examen des modes opératoire et des PPSPS : au prorata de l'avancement des travaux
- **Phase 4** : 100% de la phase 4 (cf. DPGF) à la validation du DIUO par la MOA

Les demandes de paiement seront adressées via la solution EDIFLEX (cf.annexe 3 du présent CCP)

10.4 *Délai de paiement et intérêt moratoire*

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement et le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement. La date de réception de la demande de paiement effectuée par le titulaire, accompagnée des attestations de paiement aux sous-traitants ou de tous autres documents nécessaires liés au règlement mensuel, constitue le point de départ du délai global de paiement fixé aux articles R. 2192-12 à R. 2192-14, R. 2192-16, R. 2192-17 et R. 2192-24 à R. 2192-26 du Code de la commande publique. Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

11 - PENALITES DE RETARD

11.1 *Dépassement des délais de production des rapports et avis*

Si un retard incombe au titulaire par rapport aux délais définis au présent CCP, celui-ci subira sur ces créances des pénalités ainsi calculés :

- 200€ par jour calendaire de retard, y compris les dimanches et jours fériés, en cas de retard pour la remise des documents en phases 1 et 2
- 100€ par jour calendaire de retard, y compris les dimanches et jours fériés, en cas de retard pour la remise des documents, ou pour le différé de remise d'avis sur les documents des entreprises, lors des phases 3 et 4
- 50€ par constat de document non déposé sur la GED.

11.2 *Retard et absence aux rendez-vous*

En cas de retard non justifié, supérieur à 30 minutes aux rendez-vous auxquels le titulaire est dûment convoqué par le maître d'ouvrage, celui-ci subira sur ces créances une pénalité égale à 50 euros par retard non justifié.

En cas d'absence non motivée aux rendez-vous auxquels le titulaire est dûment convoqué par le maître d'ouvrage, celui-ci subira sur ces créances une pénalité égale à 100 euros par absence.

11.3 *Critère d'application des pénalités*

Les événements et incidents générant les pénalités énumérées ci-dessus sont censés être imputable au titulaire, à charge pour celui-ci d'apporter la preuve du contraire.

12 -SUSPENSION MOMENTANEE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de suspendre la mission pendant une durée maximum de 24 mois entre les phases étude de conception et étude de réalisation. Il en informe le CSPS par OS.

Le CSPS sera informé de la date de reprise des prestations par OS.

La suspension ne donnera lieu à aucune indemnité pour le titulaire.

13 - ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS « MARCHE »

En application de l'article 22 du CCAG/PI, la personne publique se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations du titulaire à l'issue de chacune des parties « techniques » telles qu'elles sont définies à l'article 4.4 du présent CCP :

- Cette décision sera notifiée par la personne publique au titulaire avec un préavis minimum de 1 mois.
- Cette décision d'arrêter l'exécution des prestations emporte résiliation du marché.
- Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de cette décision.

14 -RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

14.1 *Résiliation du fait du maître de l'ouvrage*

Le maître d'ouvrage peut décider à tout moment la cessation définitive de la mission du titulaire, sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 36 du CCAG/PI.

La fraction de la mission déjà accomplie est alors rémunérée sans abattement. Le titulaire a en outre le droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision.

14.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire

a) Dans le cas où le titulaire manque à ses obligations contractuelles, notamment dans les hypothèses prévues par l'article 39 du CCAG/PI, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels il est défaillant et le délai qui lui est accordé pour pallier sa défaillance. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours calendaires, ni supérieur à 2 mois.

Le titulaire doit mettre à profit ce délai pour prendre, en accord avec le maître d'ouvrage, les dispositions qui s'imposent. Celles-ci font, en tant que de besoin l'objet d'un avenant.

Dans le cas où le titulaire ne satisfait pas aux obligations ayant fait l'objet de la mise en demeure, le marché peut être résilié aux torts du titulaire par la Personne Représentant le pouvoir adjudicateur, sur simple décision notifiée, dans les conditions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

La fraction de la mission déjà exécutée est alors rémunérée avec un abattement de 10 % et le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

b) Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 39 du CCAG/PI, le maître d'ouvrage se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements fournis au pouvoir adjudicateur au titre de l'article 45 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et des articles 48 à 51 du DMP ou de non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et après une mise en demeure laissée infructueuse, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles ;
- dans tous les autres cas prévus au présent document.

15 -ACHEVEMENT DE LA MISSION

L'achèvement de la mission du titulaire fait l'objet d'un certificat d'achèvement établi sur la demande du titulaire par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 29 du CCAG/PI et constatant que ce dernier a rempli toutes ses obligations.

La mission du titulaire prend fin à la plus tardive des deux dates, soit :

- À l'issue de la période de garantie de parfait achèvement de la dernière opération de travaux,
- À la levée intégrale de toutes les réserves constatées lors des opérations de réception de l'ensemble des opérations de travaux.

16 -CLAUSES DIVERSES

16.1 Clause de financement et de sûreté

16.1.1 Cession ou nantissement

Sur demande expresse du titulaire, par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG/PI, il lui sera remis une copie de l'original du contrat certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

Le nom et les coordonnées de la personne chargée de fournir les renseignements au titre de l'article L2191-8 de la Commande Publique figurent à l'acte d'engagement.

16.1.2 Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

16.2 Exécution des prestations aux frais et risque du titulaire

Le maître d'ouvrage se réserve le droit, après mise en demeure infructueuse en cours de marché, de faire exécuter aux frais et risques du titulaire défaillant, tout ou parties des prestations n'ayant pas donné satisfaction après constatations contradictoires.

16.3 Propriété intellectuelle

Le titulaire cède, dans les conditions énoncées ci-après, les droits de propriété intellectuelle attachés à ces divers livrables/rendus (ci-après dénommées « les Résultats »).

Le chapitre 6 du CCAG/PI est applicable au présent marché. Les droits de propriété sur l'ensemble des Résultats appartiennent à l'EPML qui pourra notamment les utiliser pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers.

Les droits cédés par le titulaire comprennent notamment, dans le sens le plus large :

- les droits de reproduction, en autant d'exemplaires que le Pouvoir adjudicateur l'estimera nécessaire, et par tous moyens, sur tous supports de toute nature ;
- les droits de représentation par tous procédés présents ou à venir ;
- les droits exclusifs de représentation et de publication auprès des tiers. En vertu de cette exclusivité, le titulaire s'engage à n'utiliser en aucun cas, directement comme indirectement, les Résultats, et à ne communiquer en aucune circonstance ses travaux réalisés dans le cadre du présent marché (y compris les travaux préparatoires et intermédiaires) à un tiers sans l'accord écrit préalable de l'EPML. Par dérogation aux précédentes stipulations, le titulaire pourra référencer le présent marché au sein de ses références commerciales dans le cadre de procédures de passation d'autres marchés/contrats avec des tiers.
- le droit d'adaptation. Plus généralement, le droit d'adaptation comprend également le droit d'adapter tout ou partie des Résultats, les faire évoluer en les déclinant, les modifier pour un usage, une finalité ou un marché particulier, sous quelque forme que ce soit.

L'EPML peut librement utiliser les Résultats, même partiels des Prestations. Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable de l'EPML. Il ne peut communiquer les Résultats des prestations à des tiers à titre gratuit ou onéreux qu'avec l'autorisation de l'EPML. La publication des Résultats par le titulaire doit recevoir l'accord préalable de l'EPML ; sauf stipulation contraire de cet accord, la publication doit mentionner que l'étude a été financée par l'EPML.

La cession des droits visés ci-dessus est réputée s'effectuer au fur et à mesure de la réalisation des Résultats par le titulaire.

Cette cession vaut pour le monde entier, pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle telle qu'elle résulte des dispositions du code de la propriété intellectuelle et des conventions internationales ratifiées par la France, y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée.

Il est entendu entre les parties que le prix de la présente cession de droit est compris dans la rémunération globale due au titre de la réalisation des prestations (intégration du prix de la cession au prix global).

Conformément à l'article 33 du CCAG/PI, la conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. Le pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Nonobstant la résiliation, résolution, ou annulation du marché, les droits patrimoniaux se rapportant aux Résultats du titulaire demeureront acquis à l'EPML tant qu'il n'en sera pas décidé autrement, par une décision de justice définitive passée en force de chose jugée

16.4 Sous-traitance

Le CSPS peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve, d'une part, que les prestations envisagées sous-traitées soient strictement limitées à des tâches matérielles qui ne relèvent pas

directement des compétences du CSPS et d'autre part, de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions fixées par le décret n°86.447 du 13 mars 1986.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG/PI.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement des contrats de sous-traitance sont jointes en annexe à l'acte d'engagement.

En application des dispositions fixées par le décret n°86.447 du 13 mars 1986 relatif à la sous-traitance, l'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatées par un acte spécial signé par la personne représentant le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

De manière générale, l'ensemble des actes spéciaux de sous-traitance est à adresser en double exemplaire par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Musée du Louvre
DAMJ / Sous-direction du pilotage administratif / Service financier et juridique
75058 PARIS CEDEX 01

16.5 Assurances

16.5.1 Responsabilité décennale

Le titulaire est tenu d'être assuré pour couvrir la responsabilité décennale pouvant lui incomber par application de la loi 78-12 du 4 janvier 1978 et de ses textes subséquents. Cette police devra couvrir ses responsabilités pour un montant minimum de 1,5 million d'euros par sinistre et par an.

Les conditions et les termes de la police seront conformes aux dispositions de la loi précitée.

La police ne devra comporter aucune règle proportionnelle et s'applique sans restriction pour l'opération, objet du présent marché.

16.5.2 Responsabilités professionnelles autres que décennale

Le titulaire doit contracter une assurance destinée à couvrir ses responsabilités civile et professionnelle (RC) autres que décennales pour un montant minimum de 1,5 millions d'euros par sinistre et par an pour les dommages matériels et immatériels et d'un montant illimité pour les dommages corporels.

Préalablement à la notification du marché, le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage une copie de ses contrats d'assurances, en application de l'article L241-1 du Code des Assurances, sur lesquels devront apparaître les sommes assurées, les franchises et les taux de primes, ainsi qu'une attestation des assureurs justifiant :

- Que les polices s'appliquent sans restriction et dans toutes leurs conditions pour la réalisation des prestations, objet du présent marché,
- Que le bénéficiaire desdites polices est à jour du paiement de ses primes.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

16.5.3 Responsabilité du titulaire vis à vis de ses intervenants et sous-traitants

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congé payés, déplacements).

Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée du marché est entièrement prise en charge par le titulaire.

Le titulaire sera responsable des dommages de toute nature que lui-même ou son suppléant aura occasionnés aux biens qui lui sont ou non confiés, au personnel de l'établissement public ou à toute autre personne présente sur le site.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché et renonce à tout recours contre l'établissement public. Il lui appartient de souscrire tout contrat d'assurance couvrant ces dommages.

16.6 Règlement des différends

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

Toutefois, le titulaire pourra demander au maître de l'ouvrage que le différend soit soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

16.7 Opérations de réceptions et garanties

Il est rappelé que les articles 28 à 30 du CCAG-PI sont applicables.

16.8 Dérogations au CCAG/PI

articles du CCP qui dérogent au CCAG	Articles du CCAG auxquels le CCP déroge
3	4.1, 4.2.1, 4.2.2
7.3.2	23
9.1	28.4.2
9.2	40
16.1.1	4.2.2